

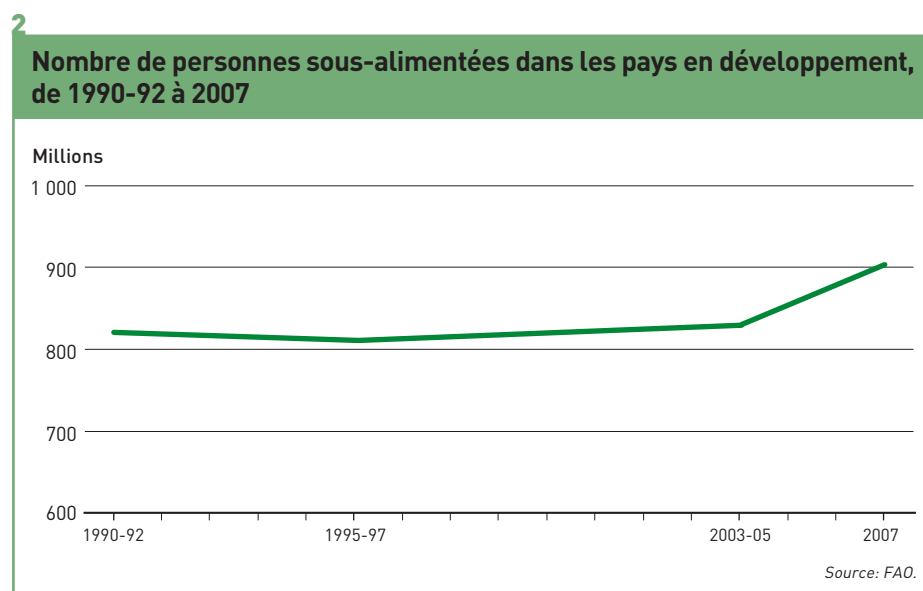
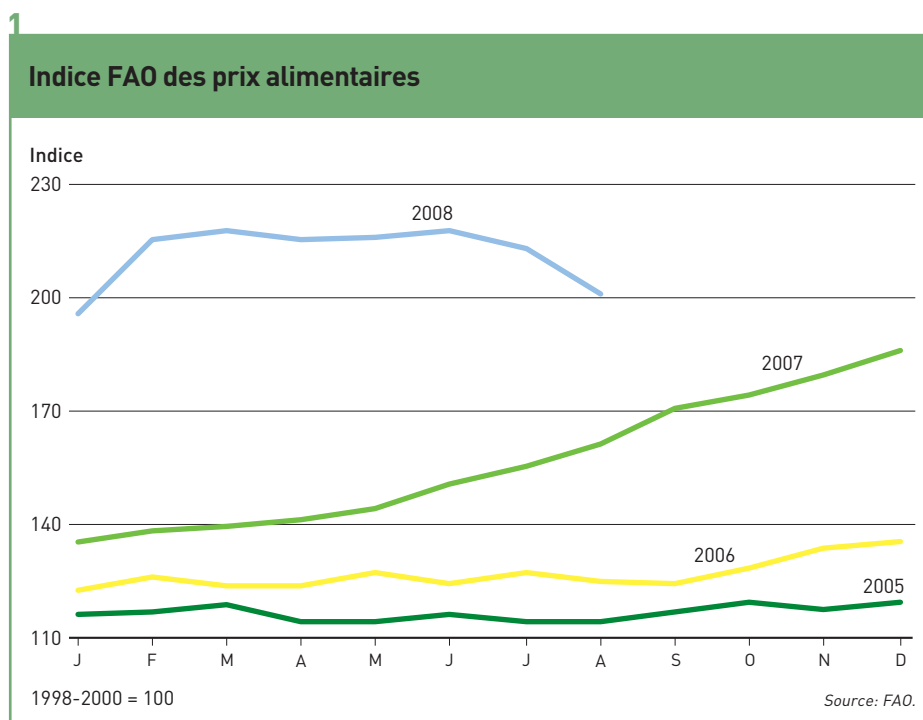
# La sous-alimentation dans le monde

## Prix élevés des denrées alimentaires: 75 millions de personnes viennent grossir les rangs de ceux qui ont faim

La hausse des prix des denrées alimentaires a déterminé une augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde. Selon des estimations provisoires de la FAO, le nombre de personnes souffrant chroniquement de la faim a augmenté de 75 millions en 2007, venant s'ajouter aux 848 millions qui, selon la FAO, souffraient de faim en 2003-05. Une grande partie de cette augmentation est attribuée à la hausse des prix des denrées alimentaires (voir les détails dans le Tableau n° 1, page 48). Cela signifie donc que le nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde atteignait 923 millions en 2007. Comme les prix des céréales alimentaires de base et des oléagineux restent en forte hausse au cours du premier trimestre de 2008, le nombre de personnes qui souffrent chroniquement de la faim risque encore de croître.

En 2007, le nombre de personnes sous-alimentées s'élevait donc à 923 millions, soit 80 millions de plus qu'en 1990-92, la période de référence pour l'objectif de réduction de la faim du Sommet mondial de l'alimentation. Il sera donc d'autant plus difficile de réduire le nombre de personnes sous-alimentées à 420 millions d'ici 2015, surtout dans un contexte de prix alimentaires élevés et de perspectives économiques mondiales incertaines.

L'impact de la hausse des prix des aliments sur la proportion de personnes sous-alimentées (indicateur de la faim du premier Objectif du Millénaire pour le développement [OMD]) est préoccupant. Des progrès satisfaisants avaient été accomplis en matière de réduction de la proportion de personnes souffrant de la faim dans le monde en développement, passant de près de 20 pour cent en 1990-92 à moins de 18 pour cent en 1995-97 et à un peu plus de 16 pour cent en 2003-05. Les estimations montrent que la hausse des prix des denrées alimentaires a inversé cette progression: la proportion de personnes sous-alimentées dans le



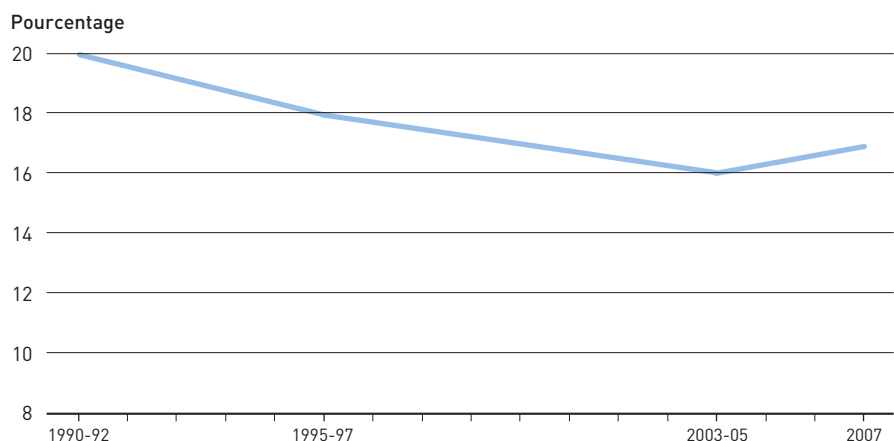
monde est revenue à 17 pour cent. Il s'ensuit qu'avec la flambée des prix des denrées alimentaires, les progrès accomplis pour atteindre les objectifs internationaux de réduction de la faim ont accusé un recul, à la fois en ce qui concerne le nombre de personnes sous-alimentées et la prévalence de la faim.

Les effets prévus des prix élevés sur la sous-alimentation mondiale ont été confirmés par une analyse des données recueillies à l'échelon des ménages (pages 22-27). L'analyse confirme que la flambée des prix des aliments a eu des retombées négatives, surtout sur les populations pauvres et les plus vulnérables.



3

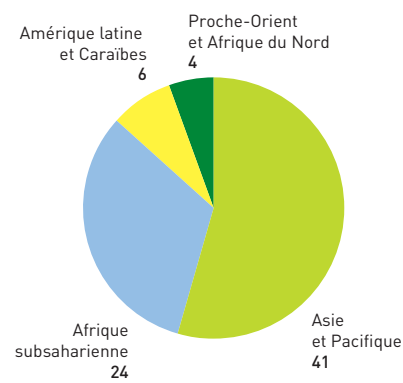
### Proportion de personnes sous-alimentées dans les pays en développement, de 1990-92 à 2007



Source: FAO.

4

### Incidences régionales des prix alimentaires élevés: nombre de sous-alimentés supplémentaires en 2007 (millions)



Source: FAO.

### La hausse des prix freine les progrès

Au niveau régional, les augmentations les plus fortes du nombre de personnes sous-alimentées en 2007 sont survenues dans la région Asie et Pacifique et en Afrique subsaharienne. Ensemble, ces deux régions comptabilisaient 750 millions de personnes qui souffraient de la faim en 2003-05 (soit 89 pour cent du total mondial). Selon la FAO, la hausse des prix a fait basculer 41 millions de personnes supplémentaires dans la région Asie et Pacifique et 24 millions en Afrique subsaharienne sous le seuil de la faim.

Ensemble, l'Asie et l'Afrique comptent plus des trois quarts des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) du monde en développement. C'est également en Afrique que l'on retrouve 15 des 16 pays où la prévalence de la faim dépasse déjà 35 pour cent, les rendant particulièrement vulnérables à la hausse des prix des denrées alimentaires.

Même si les chiffres sont moins impressionnants, l'Amérique latine et les Caraïbes, le Proche-Orient et l'Afri-

### Quelles sont, selon la FAO, les répercussions de la hausse des prix sur les personnes sous-alimentées?

Les estimations complètes les plus récentes de la sous-alimentation au niveau des pays portent sur la période 2003-05. Ces données fournissent une base pour la surveillance et l'analyse régulières des progrès réalisés en matière de réduction de la faim et sont présentées dans la section «La faim dans le monde: état des lieux».

Pour répondre aux inquiétudes croissantes quant aux effets de la flambée des prix des aliments sur la sécurité alimentaire dans le monde, la FAO a mis au point une méthodologie visant à évaluer l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les personnes sous-alimentées en 2007, sur base de données partielles pour 2006-08. Cette méthodologie tient compte des tendances des disponibilités énergétiques alimentaires, issues de deux bases de données différentes de la FAO: i) des «comptes disponibilités-utilisations» détaillés provenant de la base de données principale de la FAO (FAOSTAT) qui couvrent des centaines de produits par pays; et ii) des données plus récentes sur les céréales, les huiles et les

viandes disponibles pour la consommation humaine (qui représentent environ 80 pour cent des disponibilités énergétiques alimentaires journalières). Il était nécessaire d'utiliser les deux sources d'informations car la base de données principale de la FAO ne dispose de données complètes que jusqu'en 2005. La seconde base de données est moins complète mais elle dispose d'estimations jusqu'en 2008 et couvre donc une grande partie de la période au cours de laquelle les prix des aliments ont rapidement grimpé. Un lien entre les données historiques contenues dans les deux bases a été établi pour extrapoler les données de la base principale jusqu'en 2007.

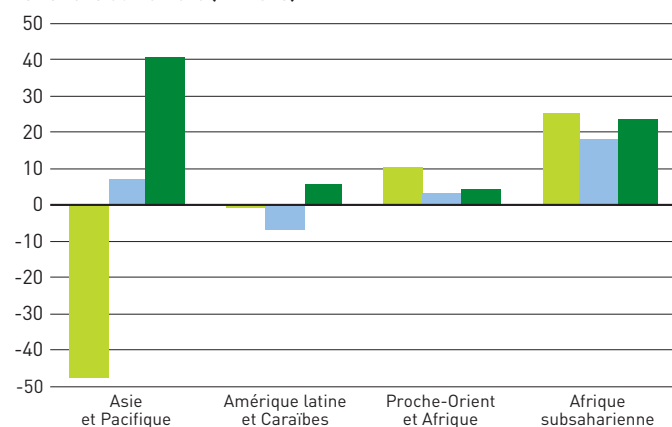
Les estimations de 2007 portent sur les répercussions de la hausse des prix des denrées alimentaires sur la faim aux niveaux mondial et régional uniquement (elles ne sont pas encore disponibles au niveau national). Ces estimations doivent donc être considérées comme provisoires, en raison notamment de la façon dont elles ont été calculées.

# La sous-alimentation dans le monde

5

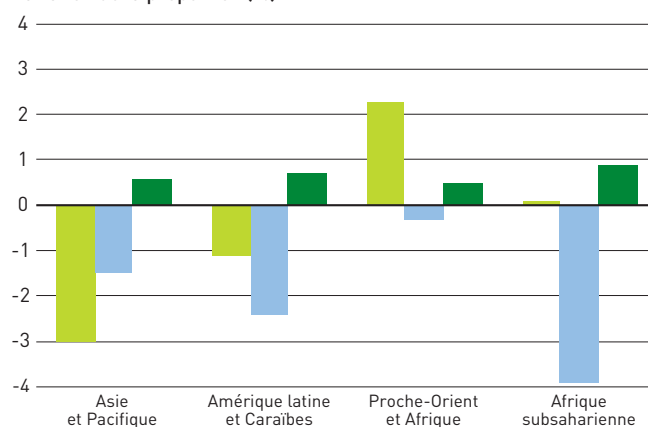
## Variations régionales du nombre de personnes sous-alimentées

Variations du nombre (millions)



■ de 1990-92 à 1995-97 ■ de 1995-97 à 2003-05 ■ Incidence des prix élevés (2007)

Variation de la proportion (%)



Source: FAO.

que du Nord connaissent également des augmentations du nombre de personnes souffrant de la faim à cause de la crise alimentaire (un rude revers pour l'Amérique latine alors qu'elle avait connu

plus d'une décennie de progrès réguliers sur la voie de l'objectif du SMA).

À l'échelle mondiale, l'augmentation de la prévalence de la faim et l'accroissement estimé de 75 millions de person-

nes sous-alimentées en 2007 confirment les inquiétudes quant à la crise de la sécurité alimentaire mondiale provoquée par la hausse des prix des denrées alimentaires, du moins à court terme.

## Les estimations de la FAO sont-elles trop prudentes?

L'encadré page 7 décrit comment la FAO a établi ses estimations de la faim dans le monde pour 2007. En partie en raison des paramètres mis à jour, le calcul du nombre de personnes sous-alimentées repose sur l'hypothèse selon laquelle la *répartition* de l'apport énergétique alimentaire au sein d'un pays ou d'une région *n'a pas évolué* entre les périodes de «diminution» et de «hausse» des prix alimentaires. D'autre part, l'analyse à l'échelle des ménages (pages 22-27) montre qu'à court terme, les pauvres ont, proportionnellement, souffert davantage de la hausse des prix des aliments que les riches.

Une analyse détaillée réalisée dans huit pays révèle qu'à la suite de la flambée des prix des denrées alimentaires, la répartition des disponibilités énergétiques alimentaires par personne s'est détériorée au sein des ménages. La FAO estime donc que l'impact mondial de la hausse des prix des aliments sur la faim pourrait bien être sous-estimé. C'est pourquoi, on peut avancer sans risques que la crise alimentaire a engendré une hausse d'au moins 75 millions du nombre de personnes souffrant de la faim,

personnes qui n'ont donc pas accès à une quantité suffisante d'aliments par jour.

De son côté, le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA), utilisant une méthodologie différente, a estimé que la hausse des prix des aliments a provoqué une augmentation de 133 millions du nombre de personnes sous-alimentées dans les 70 pays analysés<sup>1</sup>. Les deux méthodes d'estimation de la faim diffèrent dans leur façon de calculer l'inégalité de la distribution des aliments disponibles pour la consommation humaine. Par rapport à la FAO, le USDA s'est servi d'une limite définitive plus élevée (et constante) pour déterminer le seuil de la faim. Il s'est basé sur le chiffre de 2 100 kilocalories par personne et par jour alors que ceux utilisés par la FAO fluctuent en fonction de l'âge et du sexe dans chaque pays, variant généralement de 1 600 à 2 000 kilocalories par personne et par jour.

<sup>1</sup> Département de l'agriculture des États-Unis. 2008 *Food Security Assessment, 2007*, par S. Rosen, S. Shapouri, K. Quanbeck et B. Meade. Economic Research Service Report GFA-19 [disponible à l'adresse suivante: [www.ers.usda.gov/PUBLICATIONS/GFA19/GFA19.PDF](http://www.ers.usda.gov/PUBLICATIONS/GFA19/GFA19.PDF)].

# Les causes de la hausse des prix des denrées alimentaires

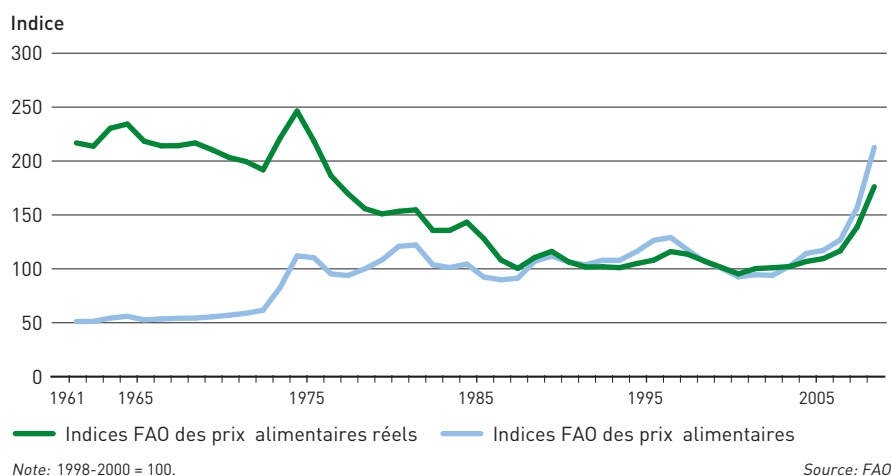
Les prix des produits agricoles ayant fortement augmenté en 2006 et 2007 et poursuivi leur course au début de l'année 2008, les causes de la flambée des prix des aliments ont été analysées sous plusieurs angles afin d'esquisser des réponses. Cette partie reprend certains des principaux facteurs expliquant la flambée des prix des denrées alimentaires<sup>1</sup>. Si l'on en croit les projections à moyen terme, les prix des denrées alimentaires devraient se stabiliser en 2008-09 pour ensuite diminuer, mais ils resteraient, dans un avenir proche, supérieurs aux niveaux d'avant 2004<sup>2</sup>.

L'indice FAO des prix nominaux des denrées alimentaires a doublé entre 2002 et 2008. En termes réels, l'augmentation est moins prononcée mais reste importante. L'indice des prix alimentaires réels a commencé à croître en 2002, après quatre décennies de tendances principalement à la baisse, et est monté en flèche en 2006 et 2007. Vers la mi-2008, les prix réels des aliments étaient 64 pour cent plus élevés qu'en 2002. L'unique autre période de hausse significative des prix réels des denrées alimentaires depuis que ces informations sont disponibles remonte au début des années 70, à l'aube de la première crise pétrolière internationale.

Avant de prendre des mesures appropriées – mesures de politique générale, décisions d'investissement ou interventions d'urgence – afin d'atténuer les conséquences humaines et économiques de la flambée des prix alimentaires, il faut en comprendre pleinement les causes sous-jacentes. Ces causes sont multiples et complexes et comportent des facteurs liés tant à l'offre qu'à la demande. Les tendances structurelles à long terme qui sous-tendent la hausse de la demande en aliments ont coïncidé avec des facteurs cycliques à court terme ou temporaires qui ont des conséquences négatives sur l'offre de produits alimentaires, ce qui a mené à une situation où

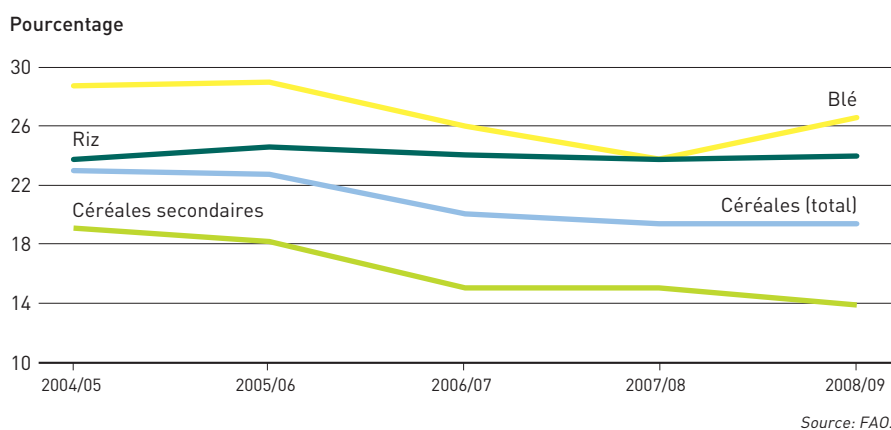
6

## Évolution des indices FAO des prix alimentaires 1961-2008



7

## Ratio des stocks céréaliers mondiaux/utilisation



la hausse de la demande a toujours été plus élevée que celle de l'offre.

### Les facteurs liés à l'offre

**Niveaux des stocks et instabilité des marchés.** Plusieurs des principaux producteurs de céréales dans le monde (la Chine, les États-Unis d'Amérique, l'Inde et l'Union européenne) ont récemment modifié leur politique agricole. L'un des résultats de ce changement de politique

a été une importante diminution des stocks de céréales par rapport aux années précédentes.

Le rapport entre les stocks et l'utilisation des céréales à l'échelle mondiale est estimé à 19,4 pour cent pour 2007/08, le plus bas depuis 30 ans. Des stocks en baisse participent à une plus grande volatilité des prix sur les marchés mondiaux en raison des incertitudes quant aux disponibilités en cas de baisse de production.

# La sous-alimentation dans le monde

## Prix alimentaires: des marchés mondiaux aux marchés nationaux

L'analyse des informations par pays révèle que les prix mondiaux, exprimés en dollars EU, ne se répercutent qu'en partie sur les prix nationaux (exprimés en monnaies locales). Même avant les hausses de 2008, les cours mondiaux des céréales avaient considérablement augmenté entre 2002 et 2007. Au cours de cette période, les cours mondiaux du riz, du blé et du maïs ont respectivement augmenté de 50, 49 et 43 pour cent, en dollars EU. Pourtant, la répercussion sur les prix nationaux n'était en général que partielle puisque les prix exprimés en monnaie locale n'augmentaient pas autant que les cours internationaux, comme cela a été le cas avec le riz dans divers pays asiatiques.

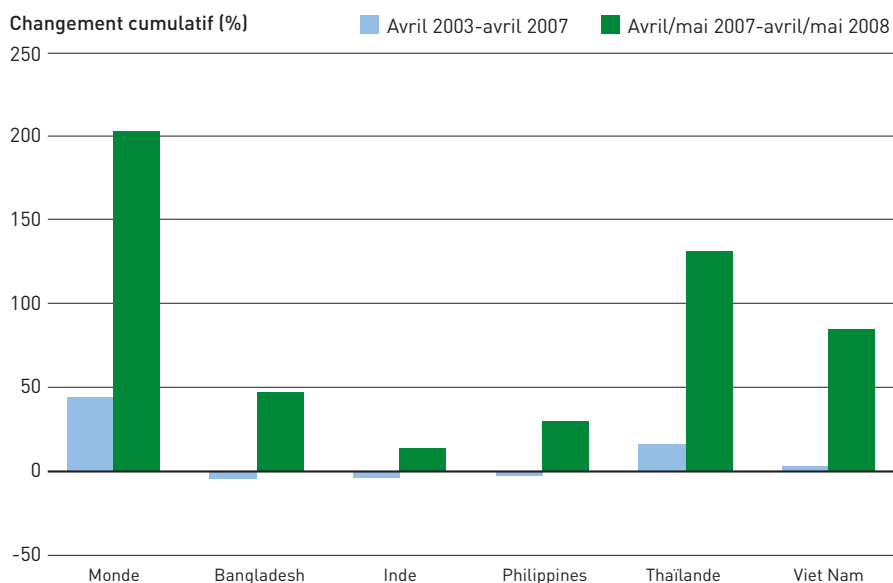
Plusieurs facteurs ont contribué à réduire la répercussion des cours mondiaux sur les marchés nationaux. Le dollar EU se déprécie depuis maintenant quelques années par rapport à diverses monnaies, y compris celles de nombreux pays en développement. De 2002 à 2007, les pays à faible revenu ont

connu une hausse réelle moyenne de leur monnaie de 20 pour cent par rapport au dollar EU. (contre 18 pour cent pour les pays à revenu élevé). Jusqu'en 2007, l'appréciation des taux de change a annulé en partie la hausse des cours mondiaux exprimés en dollars EU, à la fois pour les importateurs et les exportateurs de denrées alimentaires. Des politiques commerciales et des initiatives propres à certains produits ont également limité les répercussions.

Les politiques nationales et la variation des taux de change ont atténué l'impact de la hausse des cours mondiaux pendant quelques temps, mais les prix nationaux ont finalement augmenté considérablement dans de nombreux pays à la fin de 2007 et au début de 2008.

Source: FAO. 2008. *Have recent increases in international cereal prices been transmitted to domestic economies? The experience in seven large Asian countries*, par D. Dawe. Document de travail n° 08-03 de la Division de l'économie du développement agricole (disponible à l'adresse suivante: <http://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai506e/ai506e00.pdf>).

### Riz: répercussion des prix sur le consommateur



Source: FAO.

**Baisses de production.** Des épisodes climatiques extrêmes, y compris sécheresses et inondations, ont touché les principaux pays producteurs de céréales en 2005-07. La production céréalière mondiale a chuté de 3,6 pour cent en 2005 et de 6,9 pour cent en 2006 avant de se rétablir en 2007. Deux années successives de faible production dans un contexte de stocks déjà bas ont engendré une situation préoccupante de l'offre sur les marchés mondiaux. L'inquiétude croissante à propos des effets possibles du changement climatique sur les disponibilités futures en produits alimentaires n'a fait qu'aggraver ces craintes.

**Prix pétroliers.** Jusqu'au milieu de 2008, la hausse de prix de l'énergie a été très rapide et brutale: l'un des principaux indices des prix des produits de base (l'indice Reuters-CRB des prix de l'énergie) a plus que triplé depuis 2003. Or, les prix du pétrole et des denrées alimentaires sont intimement liés. La rapide augmentation des prix pétroliers a exercé une pression à la hausse sur les prix alimentaires, les prix des engrais ayant presque triplé et les frais de transport doublé en 2006-08. Les prix élevés des engrais ont des conséquences négatives sur les coûts de production et sur leur utilisation par les producteurs, surtout les petits agriculteurs.

### Facteurs liés à la demande

**Demande en biocarburants.** Les marchés émergents des biocarburants exigent des volumes importants de produits agricoles comme le sucre, le maïs, le manioc, les graines oléagineuses et l'huile de palme. L'augmentation de la demande pour ces produits a fait que leurs prix sont montés en flèche sur les marchés mondiaux, ce qui a entraîné, à son tour, un renchérissement des denrées alimentaires. La production et l'utilisation de biocarburants sont soutenues par des politiques gouvernementales d'un certain nombre de



pays et l'augmentation rapide des prix du pétrole brut a provoqué une nouvelle augmentation de la demande pour les matières premières agricoles servant à produire les biocarburants. La production de biocarburants devrait utiliser 100 millions de tonnes de céréales (4,7 pour cent de la production mondiale) en 2007-08.

**Modes de consommation.** La première décennie de ce siècle est marquée par une croissance économique rapide et continue ainsi que par une urbanisation accrue dans plusieurs pays en développement, notamment en Chine et en Inde. Ces deux pays représentent à eux seuls plus de 40 pour cent de la population mondiale. Le pouvoir d'achat de centaines de millions de personnes s'étant accru, leur demande en produits alimentaires a, elle aussi, augmenté. Cette nouvelle richesse a entraîné une modification du régime alimentaire, notamment une plus forte consommation de viandes et de produits laitiers qui dépendent dans une large mesure des céréales données au bétail. Pourtant, la récente hausse des prix des denrées alimentaires ne semble pas provenir de ces pays émergents. Les importations de céréales de la Chine et de l'Inde ont diminué, passant d'une moyenne d'environ 14 millions de tonnes au début des années 80 à environ 6 millions de tonnes ces trois dernières années, ce qui indique que les nouveaux besoins générés par la modification des modes de consommation ont en grande partie été couverts par la production nationale. L'essor économique constant de la Chine et de l'Inde pourrait affecter de plus en plus les prix des denrées alimentaires, mais cela ne constitue pas encore un facteur exceptionnel.

### Autres facteurs

**Politiques commerciales.** Pour tenter de minimiser les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les groupes de population vulnérables au

sein de leur pays, un certain nombre de gouvernements et d'acteurs du secteur privé ont adopté des mesures qui ont parfois accentué les effets des tendances susmentionnées sur les cours internationaux des denrées alimentaires. L'adoption de restrictions et d'interdictions à l'exportation par certains pays a diminué l'offre mondiale, aggravé les pénuries et entamé la confiance des partenaires commerciaux. Dans certains pays, ces mesures ont également eu pour effet de réduire les incitations qui pouvaient amener les agriculteurs à répondre à la hausse des cours internationaux. La reconstitution des stocks et le pré-stockage spéculatifs opérés par certains grands importateurs disposant d'une trésorerie relativement solide ont également participé à la hausse des prix.

**Marchés financiers.** Les récents troubles qui ont agité les marchés d'actifs traditionnels ont eu des conséquences sur les prix des denrées alimentaires dans la mesure où de nouveaux types d'investisseurs se sont intéressés aux marchés des dérivés basés sur des produits agricoles dans l'espoir d'obtenir de meilleurs rendements que ceux offerts sur les marchés traditionnels. Les activités boursières mondiales sur les contrats à terme et les options ont plus que doublé ces cinq dernières années. Dans les neuf premiers mois de 2007, elles ont progressé de 30 pour cent par rapport à l'année précédente. Ces intenses activités de spéculation sur les marchés des produits agricoles ont conduit certains analystes à désigner l'augmentation de la spéculation comme un important facteur responsable de la flambée des prix des denrées alimentaires. Il est toutefois difficile de déterminer si la spéculation a fait grimper les prix ou si elle est attirée par des prix qui augmentent de toute façon. Dans les deux cas, d'importantes entrées de fonds pourraient en partie expliquer le *maintien* de prix alimentaires élevés et leur *instabilité* accrue. D'autres

recherches doivent être menées. On s'interroge de plus en plus sur le rôle des investisseurs financiers dans la hausse des prix des aliments et sur la nécessité de réglementations limitant l'impact des bulles spéculatives sur les prix des denrées alimentaires.

### Les prix vont-ils se maintenir à un niveau élevé?

La production céréalière s'est redressée: elle a augmenté de 4,7 pour cent en 2007 et elle devrait augmenter de 2,8 pour cent en 2008. Toutefois, même si les prix alimentaires pourraient baisser avec le repli de certains des facteurs à court terme qui sous-tendent les prix élevés, les prix réels des produits alimentaires devraient, dans les 10 prochaines années, rester supérieurs à ceux de la décennie précédente. Trois hypothèses principales expliquent cette estimation. D'abord, la croissance économique du monde en développement, particulièrement des grandes économies émergentes, devrait se poursuivre au rythme d'environ 6 pour cent par an, augmentant d'autant le pouvoir d'achat et le changement de modes de consommation de centaines de millions de consommateurs. Ensuite, la demande en biocarburants pourrait poursuivre sa rapide croissance, en raison des prix élevés du pétrole et des politiques gouvernementales et à cause de la lente évolution vers l'adoption généralisée de biocarburants et de technologies de deuxième génération. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la part des sols consacrés à la culture de biomasses pour la production de biocarburants liquides pourrait tripler au cours des 20 prochaines années<sup>3</sup>. Enfin, les coûts de production en hausse, liés aux prix élevés du pétrole, qui se répercutent sur ceux des engrais et du transport, auxquels s'ajoutent les contraintes en matière de sols et d'eau, pourraient peser sur la production alimentaire, ce qui rendra plus difficile l'approvisionnement alimentaire de la planète<sup>4</sup>.



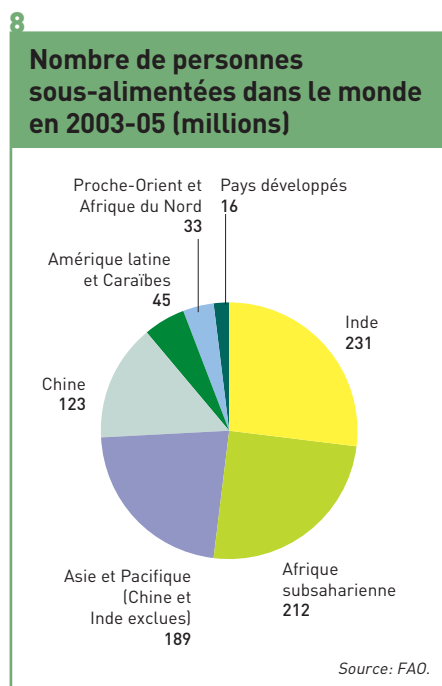
# La sous-alimentation dans le monde

## La faim dans le monde: état des lieux et révision des estimations

### Aperçu général

Les estimations à long terme de la FAO sur la sous-alimentation aux niveaux régional et national pour la période allant de 1990-92 à 2003-05 (à partir de la base de données principale de la FAO, FAOSTAT) confirment que les progrès accomplis étaient insuffisants pour atteindre les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et les OMD relatifs à la réduction de la faim, même *avant* les effets négatifs de la flambée des prix alimentaires. Partout dans le monde, 848 millions de personnes souffraient chroniquement de la faim en 2003-05, la période la plus récente pour laquelle des données individuelles par pays sont disponibles. Ce chiffre est légèrement plus élevé que les 842 millions de personnes sous-alimentées recensées en 1990-92, période de référence pour le Sommet mondial de l'alimentation et les Objectifs du Millénaire pour le développement.

La grande majorité de la population sous-alimentée du monde vit dans des pays en développement où se trouvaient 832 millions de personnes souffrant chroniquement de la faim en 2003-05. Sept pays rassemblent, à eux seuls,



65 pour cent de ces personnes: l'Inde, la Chine, la République démocratique du Congo, le Bangladesh, l'Indonésie, le Pakistan et l'Éthiopie. Si des progrès étaient accomplis en matière de réduction de la faim dans ces pays, où la population est nombreuse, cela aurait évidemment d'importantes répercussions sur la diminution générale de la faim

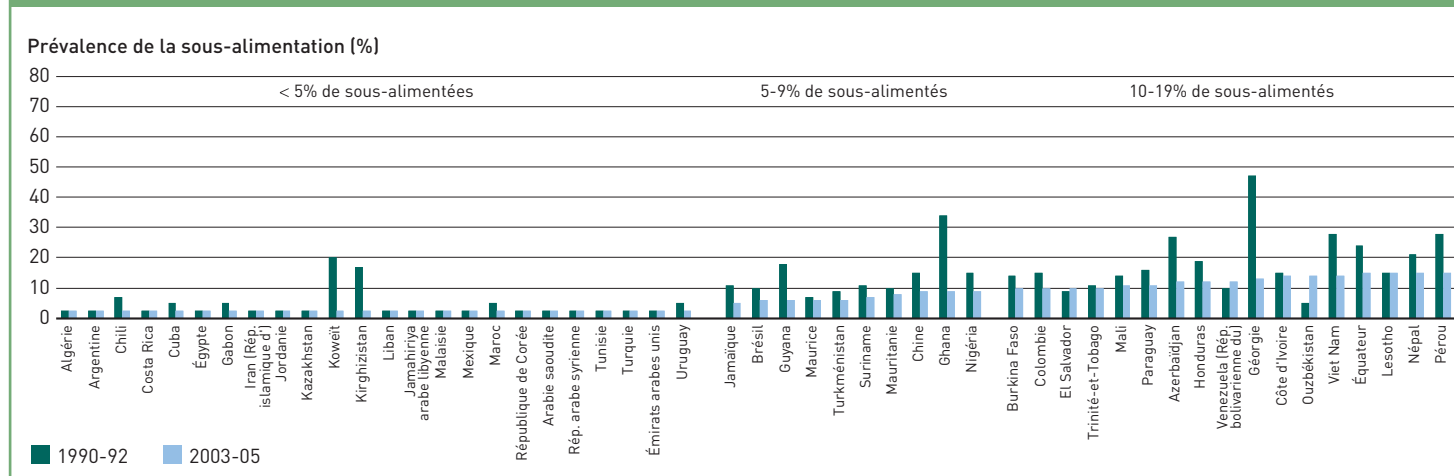
dans le monde. Parmi ces pays, la Chine a enregistré des progrès significatifs au niveau de la réduction de la sous-alimentation, après des années de croissance économique rapide.

C'est en Afrique subsaharienne que la proportion de personnes qui souffrent de la faim par rapport à la population totale reste la plus élevée: une personne sur trois souffre de faim chronique. L'Amérique latine et les Caraïbes continuaient à bien progresser sur la voie de la réduction de la faim avant la hausse spectaculaire des prix des denrées alimentaires. Cette dernière région connaît, avec l'Asie de l'Est, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, les niveaux les plus bas de sous-alimentation du monde en développement (Tableau 1, page 48).

### L'Afrique subsaharienne

Entre le début des années 90 et 2003-05, la population de l'Afrique subsaharienne a augmenté de 200 millions d'individus pour atteindre 700 millions d'habitants. Cette forte augmentation, conjuguée à un développement insuffisant de toute l'économie et de l'agriculture en particulier, a entravé les efforts de réduction de la faim. Pourtant, alors que le *nombre*

### 9 Proportions de personnes sous-alimentées dans les pays en développement, 1990 92 et 2003 05





total de personnes sous-alimentées dans la région s'est accru de 43 millions, passant de 169 millions à 212 millions de personnes, l'Afrique subsaharienne est parvenue à faire quelques progrès en réduisant la proportion de personnes souffrant de faim chronique, leur chiffre passant de 34 à 30 pour cent.

Cette augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim en Afrique subsaharienne est due, en grande partie, à un seul pays, la République démocratique du Congo. Perpétuellement secoué par des conflits de grande ampleur, le pays a vu son nombre de personnes souffrant de faim chronique passer de 11 millions à 43 millions d'individus alors que la proportion de personnes sous-alimentées augmentait de 29 à 76 pour cent. Depuis 1990-92, le nombre de personnes sous-alimentées a également augmenté dans 25 autres pays de la région qui devra donc relever un défi de taille si elle veut intensifier ses efforts afin de réaliser les objectifs de réduction de la faim du SMA et des OMD.

Il faut par ailleurs préciser que plusieurs pays qui ont réussi à réduire fortement la part de leur population sous-alimentée se situent également en Afrique subsaharienne. Il s'agit notamment du

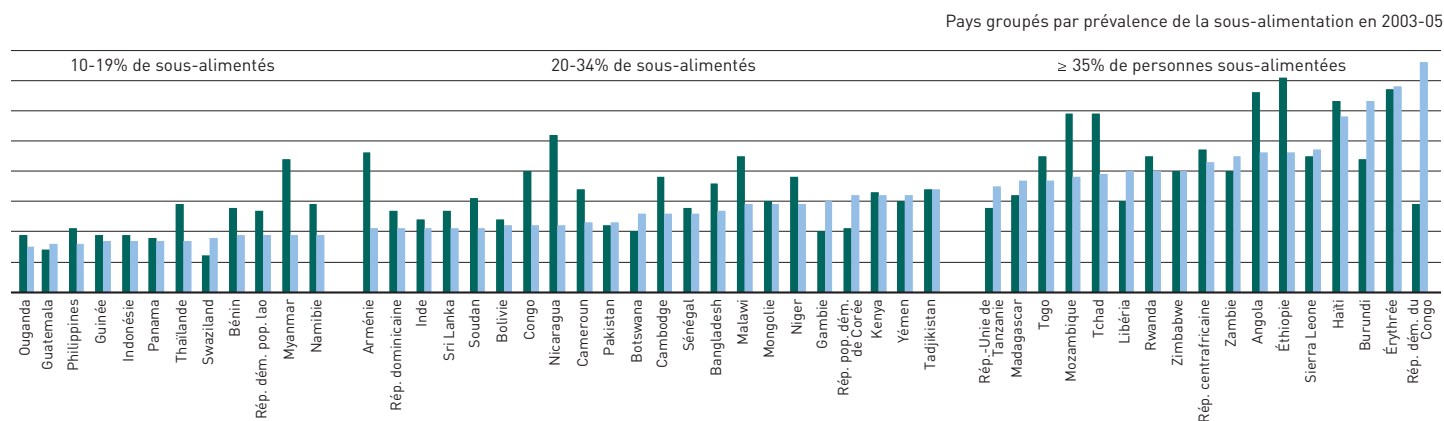
### Révision des estimations sur la sous-alimentation

Par rapport aux estimations présentées dans l'édition 2006 du présent rapport, les informations pour la période de référence 1990-92 et celles qui ont suivi ont été revues sur base des nouvelles normes en matière de besoins énergétiques de l'être humain et des statistiques démographiques des Nations Unies, intégrées aux estimations de la FAO sur la sous-alimentation. L'Annexe technique présente l'impact global des modifications de ces paramètres clés et la façon dont ils ont influencé les estimations (pages 45-47). Il convient de souligner que l'analyse dans cette partie ne tient *pas* compte des effets des prix alimentaires élevés.

Ghana, du Congo, du Nigéria, du Mozambique et du Malawi. Le Ghana est le seul pays qui soit parvenu à atteindre les objectifs du SMA et des OMD. La croissance économique robuste qu'a connue le Ghana, y compris dans le secteur agricole, a contribué dans une large mesure à la réussite du pays. Grâce à des politiques qui permettent aux pro-

ducteurs de réaliser de meilleurs gains et à des prix du cacao relativement élevés, le produit intérieur brut (PIB) agricole du pays a considérablement augmenté. Une récente étude de la Banque mondiale a révélé que les Ghanéens sont deux fois plus nombreux à revenir à l'agriculture qu'à la quitter.

Dans les 14 pays africains qui sont sur la bonne voie pour réaliser l'Objectif du Millénaire pour le développement (réduction de moitié de la prévalence de la faim d'ici 2015), le secteur agricole a connu une croissance constante et relativement rapide, caractérisée par une augmentation de la valeur ajoutée agricole, de la production vivrière et de la production et du rendement des céréales. Cela contraste fortement avec la situation des 14 pays africains qui ne sont pas parvenus à réduire la prévalence de la sous-alimentation ou même l'ont vu croître depuis 1990-92. Dans ces pays, la production vivrière a fortement diminué, alors que la progression de la valeur ajoutée agricole a atteint moins du quart du taux obtenu par les pays du groupe plus avancé. Il convient également de noter que parmi ceux qui ont enregistré des succès, on compte plusieurs pays qui sont sortis de décennies de guerres civiles et de



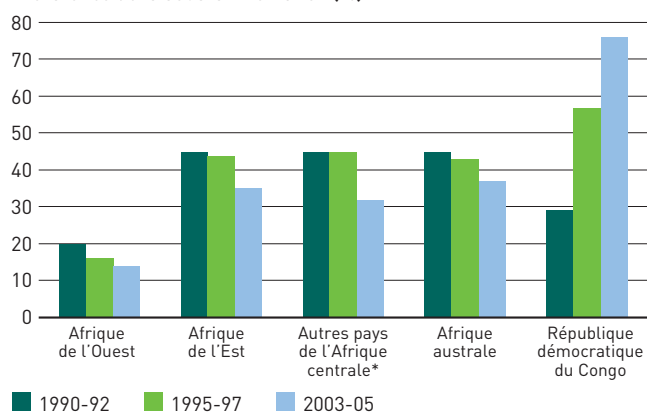


# La sous-alimentation dans le monde

10

## Tendances sous-régionales en Afrique subsaharienne

Prévalence de la sous-alimentation (%)



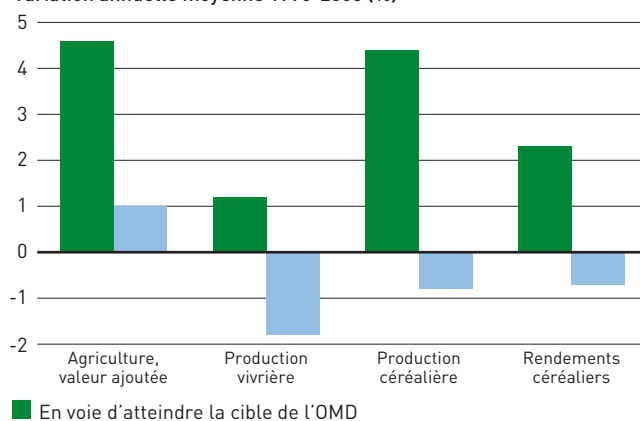
\* À l'exclusion de la République démocratique du Congo.

Source: FAO.

11

## Croissance de l'agriculture dans les pays les plus et les moins performants d'Afrique

Variation annuelle moyenne 1990-2005 (%)



Banque mondiale.

conflits, apportant la preuve évidente que la paix et la stabilité politique sont essentielles pour la réduction de la faim.

### L'Amérique latine et les Caraïbes

De toutes les sous-régions, l'Amérique du Sud a obtenu les meilleurs résultats en matière de réduction de la faim avec 10 pays sur 12 qui sont sur la bonne voie

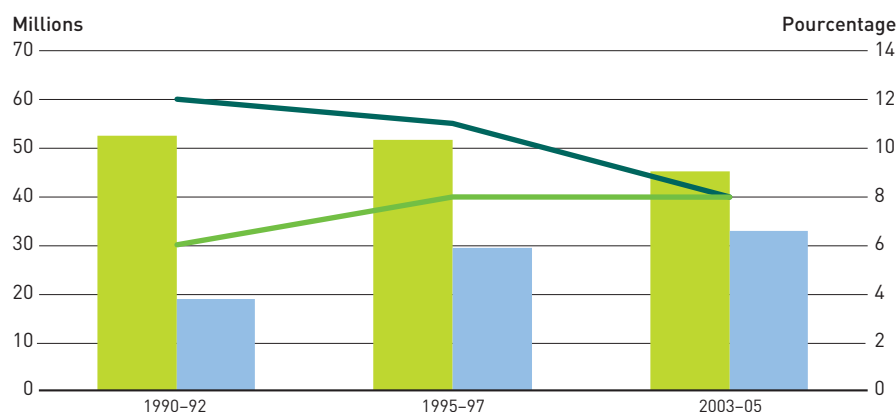
pour réaliser le premier Objectif du Millénaire pour le développement. Forts de revenus nationaux relativement élevés, d'un solide essor économique et d'une bonne croissance de la productivité agricole, cinq pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Guyana, Pérou et Uruguay) sont parvenus à réaliser les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et de la Déclaration du Millénaire.

Toute fois, ailleurs dans la région, les progrès n'ont pas été aussi uniformes. Le Costa Rica, la Jamaïque et le Mexique ont rejoint Cuba sur la liste des pays qui sont parvenus à réaliser les objectifs de réduction de la faim du SMA et des OMD en 2003-05.

D'autre part, El Salvador, le Guatemala, Haïti et le Panama éprouvent toujours des difficultés à réduire la prévalence de la faim. Alors que le pays est toujours confronté à une forte instabilité politique et économique, à la pauvreté et à la faim, Haïti a enregistré une faible diminution de la sous-alimentation depuis 1990-92. Toutefois, avec 58 pour cent de la population souffrant de faim chronique, il a l'un des niveaux de sous-alimentation les plus élevés du monde.

12

## Sous-alimentation en Amérique latine, au Proche-Orient et en Afrique du Nord



Nombre: ■ Amérique Latine / Caraïbes ■ Proche-Orient / Afrique du Nord

Prévalence: — Amérique latine / Caraïbes — Proche-Orient / Afrique du Nord

Source: FAO.

### Le Proche-Orient et l'Afrique du Nord

Les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord sont en général ceux chez qui les taux de sous-alimentation sont les plus bas du monde en développement. Toutefois, pour le Proche-Orient, les conflits ont eu des conséquences importantes: le nombre total de personnes sous-alimentées a presque doublé, passant de 15 millions

en 1990-92 à 28 millions en 2003-05. Cela est en grande partie dû au conflit en Afghanistan et en Iraq où le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté respectivement de 4,9 millions et 4,1 millions. Leur nombre est également plus élevé au Yémen où une personne sur trois (6,5 millions de personnes) souffre de faim chronique.

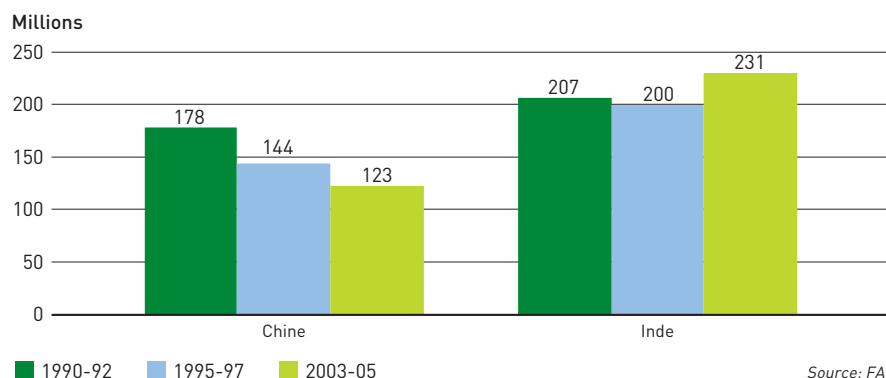
En Afrique du Nord, la FAO estime qu'environ 3 pour cent de la population souffrait toujours de faim chronique en 2003-05 (4,6 millions de personnes contre un peu plus de 4 millions en 1990-92). Même si la prévalence de la sous-alimentation est en général faible au Proche-Orient et en Afrique du Nord, la région devrait réduire le nombre de personnes souffrant de faim chronique, qui de 33 millions en 2003-05 devrait tomber à 10 millions d'ici 2015 si elle veut réaliser l'objectif du SMA.

## L'Asie et le Pacifique

À l'instar d'autres régions du monde, la région Asie et Pacifique présente autant de réussites que de revers dans la lutte contre la faim. L'Asie a enregistré des progrès modestes en ce qui concerne la réduction de la prévalence de la faim (de 20 à 16 pour cent) et une réduction modérée du nombre de personnes souffrant de la faim (de 582 millions à 542 millions de personnes). Cependant, comme la région est très peuplée et que les progrès sont relativement lents en matière de réduction de la faim, environ deux tiers des personnes souffrant de la faim vivent en Asie. Parmi les sous-régions, l'Asie du Sud et l'Asie centrale ont essuyé des revers en matière de réduction de la faim alors que certains pays très peuplés avaient au départ enregistré des progrès (par exemple, l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan; voir le Tableau 1, page 48). Un fait positif doit être signalé: la sous-région d'Asie du Sud-Est est sur la bonne voie pour parvenir à l'objectif de réduction de la faim de l'OMD, même si le Viet Nam était le

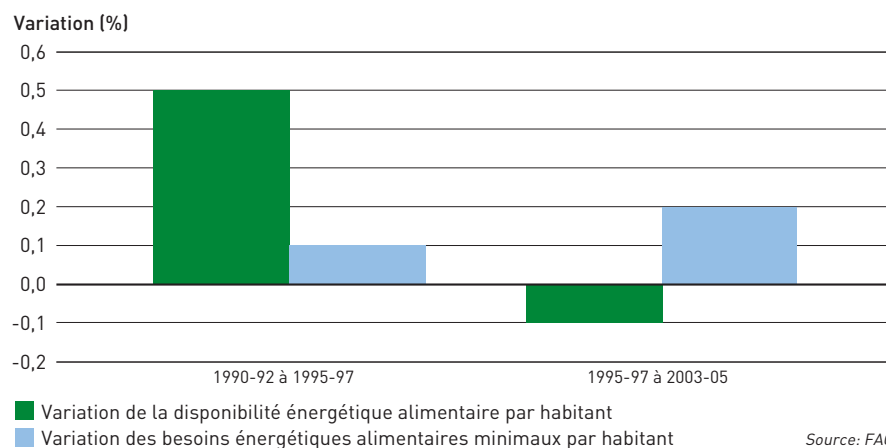
13

### Estimations révisées du nombre de personnes sous-alimentées en Chine et en Inde



14

### Inde: les besoins énergétiques alimentaires sont supérieurs à l'offre



seul pays de la région à avoir atteint cet objectif en 2003-05. Certains pays, comme la Thaïlande et le Viet Nam ont bien progressé vers l'objectif plus ambitieux du Sommet mondial de l'alimentation.

### La Chine et l'Inde

Du fait de leur taille, la Chine et l'Inde rassemblent 42 pour cent des personnes qui souffrent de faim chronique dans le monde en développement. Étant donné que la Chine et l'Inde jouent un rôle déterminant dans la situation générale,

il est utile d'analyser ici les principaux facteurs qui sont à l'origine des tendances de la faim.

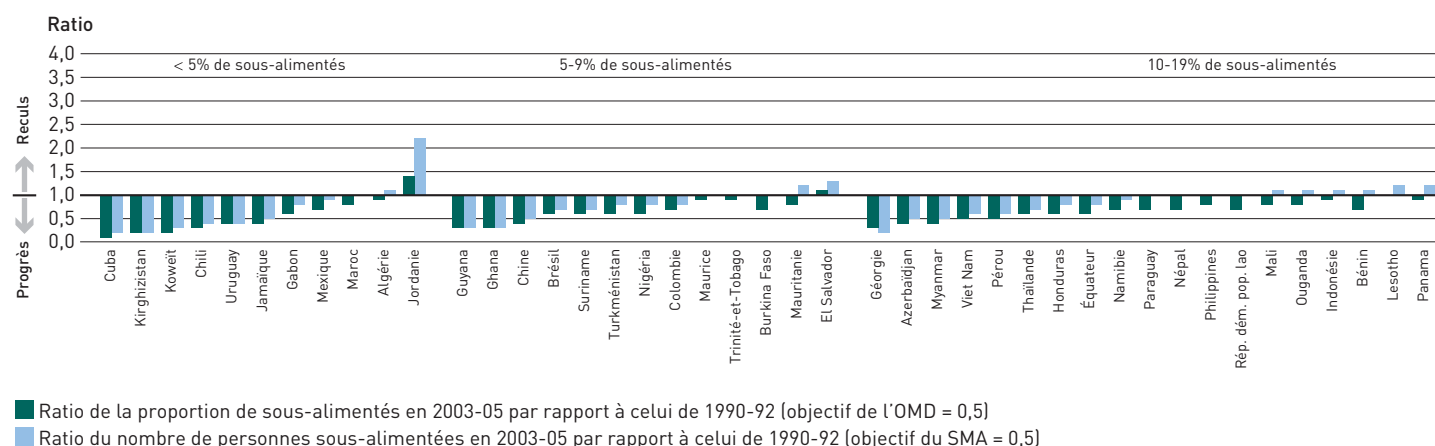
Après avoir enregistré des avancées considérables entre la période de référence de 1990-92 et la moitié des années 90, la lutte contre la faim a marqué le pas, en Inde, à partir des années 1995-97.

Vu la forte proportion de personnes sous-alimentées pendant la période de référence (24 pour cent) et son importante croissance démographique, l'Inde était confrontée à une tâche extrêmement ardue pour réduire le nombre de

# La sous-alimentation dans le monde

15

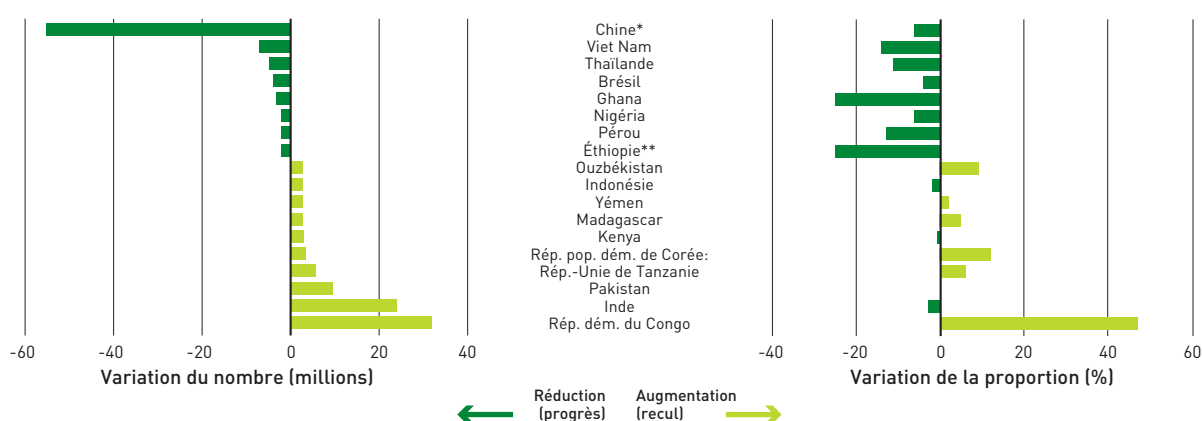
## Progrès et reculs: ratio du nombre de sous-alimentés et ratio de la prévalence de la sous-alimentation, de 1990-92 à 2003-05



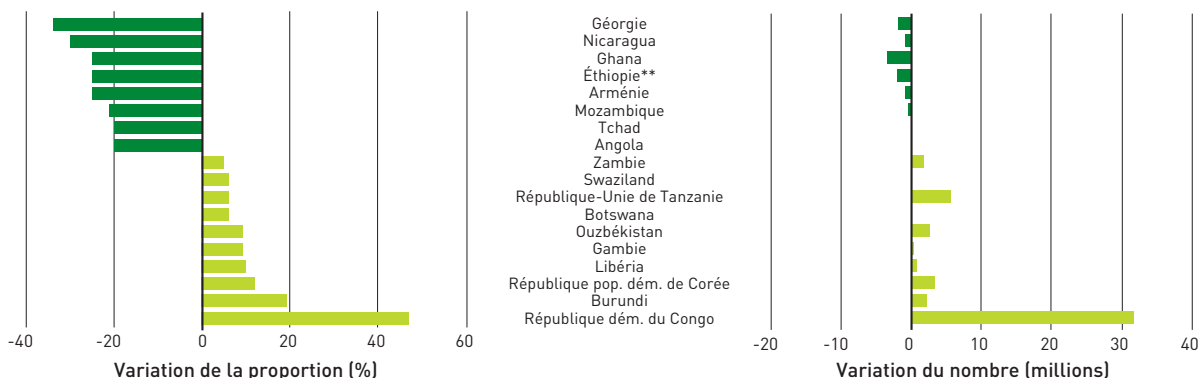
16

## Progrès et échecs dans la réduction de la sous-alimentation

### Vers l'objectif du SMA

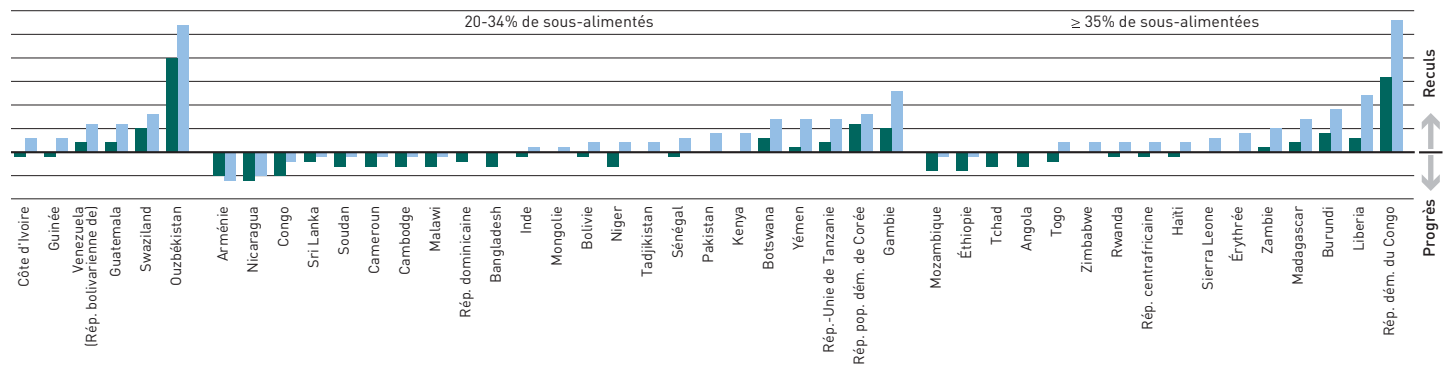


### Vers l'objectif de l'OMD



\* Comprend Taiwan, province de Chine. \*\* Estimations pour l'Éthiopie PDR utilisées pour 1990-92.

Source: FAO.



Note: Pays classés par proportion de la sous-alimentation en 2003-05 (objectifs du SMA et de l'OMD = 0,5).

Source: FAO.

personnes sous-alimentées (Tableau 1, page 48).

L'augmentation du nombre de personnes sous-alimentées en Inde peut être attribuée à un ralentissement de la croissance, voire à un léger déclin, des disponibilités énergétiques alimentaires par habitant depuis 1995-97. Sur le plan de la demande, l'espérance de vie en Inde est passée de 59 à 63 ans depuis 1990-92. Cet accroissement a eu une incidence importante sur l'évolution générale de la structure démographique, à tel point qu'en 2003-05, la hausse des besoins énergétiques alimentaires minimaux a dépassé la croissance des disponibilités énergétiques alimentaires.

En raison de l'action combinée du ralentissement de la croissance des disponibilités énergétiques alimentaires par habitant et de la hausse des besoins énergétiques alimentaires minimaux, l'Inde comptait, en 2003-05, 24 millions de personnes sous-alimentées de plus qu'en 1990-92. La hausse des besoins alimentaires de la population vieillissante représente environ 6,5 millions de tonnes par an en équivalent céréales. Toutefois, la prévalence de la faim en Inde a diminué de 24 pour cent en 1990-92 à 21 pour cent en 2003-05, constituant un progrès vers

la réalisation de l'objectif de réduction de la faim de l'OMD.

### Progrès et échecs par pays

Étant donné que le nombre de personnes souffrant de faim chronique dans le monde en 2003-05 est resté à un niveau équivalent à celui de 1990-92 et qu'il augmente rapidement en raison de la flambée des prix des denrées alimentaires, l'objectif du SMA, de réduire de moitié ce nombre d'ici 2015, semble désormais plus difficile à atteindre. À peine un tiers des pays en développement repris dans les estimations de la FAO sont parvenus à réduire le nombre de personnes sous-alimentées depuis 1990-92. Parmi ceux-ci, seuls 25 étaient, en 2003-05, sur la bonne voie pour réaliser l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, avant la hausse des prix alimentaires. Le défi de la lutte contre la faim sera particulièrement difficile à relever si les prix des denrées alimentaires restent élevés.

### Principaux ratios retenus pour suivre la situation

Les objectifs du SMA et de l'OMD étaient de «réduire de moitié la faim» d'ici 2015.

Le Sommet mondial de l'alimentation préconisait de réduire le *nombre* de personnes souffrant de la faim de 50 pour cent d'ici 2015, alors qu'en adoptant le premier Objectif du Millénaire pour le développement, les pays se sont engagés à «réduire la *proportion* de personnes qui souffrent de la faim entre 1990 et 2015». Pour évaluer le degré de réalisation de ces objectifs, la FAO a établi une simple série de ratios pour chaque pays, divisant les estimations les plus récentes du nombre ou de la proportion de personnes souffrant de la faim par les chiffres correspondant pour la période de référence de 1990-92. Une valeur de 0,5 (un demi) signifie que l'objectif de «réduire de moitié» a été atteint. Une valeur inférieure à 1 signifie qu'il y a eu des progrès alors qu'une valeur supérieure à 1 correspond à un échec. La Figure 15 présente les valeurs pour les objectifs de réduction de la faim du SMA et de l'OMD pour chaque pays (données reprises dans le Tableau 1, page 48).

## Zones sensibles et crises

En 2007, un nombre record de pays (47) a été confronté à des crises exigeant une

Source: FAO.



aide d'urgence: vingt-sept pays d'Afrique, 10 d'Asie et 10 autres répartis dans d'autres régions du monde. Pour la période 1993-2000, 15 pays africains en moyenne ont été confrontés, chaque année, à des crises alimentaires. Depuis 2001, ce chiffre est passé à près de 25 pays. Après avoir été confrontés à une grave insécurité alimentaire pendant une saison, bon nombre de pays sont restés sur la liste des pays en crise pendant plusieurs années en raison des effets persistants de la sécheresse et/ou d'un conflit et d'une faible résilience. D'autres n'apparaissent sur la liste qu'occasionnellement et une surveillance attentive s'impose.

Au cours des 20 dernières années, un nombre accru de pays a été confronté à des crises alimentaires, dont les causes sous-jacentes sont devenues plus complexes. Dans de nombreux cas, les catastrophes causées d'origine humaine sont venues s'ajouter aux catastrophes naturelles, débouchant sur des crises longues et complexes. Dans d'autres cas, des

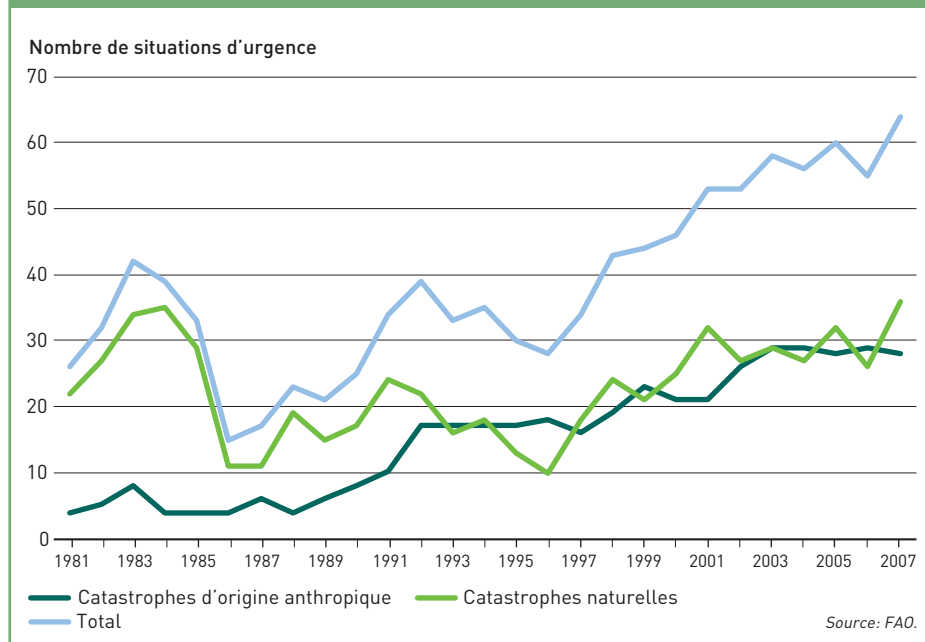
crises dues à l'intervention humaine ont été aggravées par des catastrophes naturelles. Ces dernières ont été les causes premières de l'insécurité alimentaire jusqu'au début des années 90; depuis 10 ans, les crises d'origine humaine gagnent en importance.

**Catastrophes naturelles.** Les catastrophes naturelles peuvent être classées selon qu'elles surviennent «lentement» (par exemple, une sécheresse ou des vagues de sécheresse) ou «soudainement» (par exemple, des inondations, des cyclones, des ouragans, des tremblements de terre et des éruptions volcaniques). Même si la proportion de catastrophes naturelles a diminué d'une manière générale avec le temps, les informations du SMIAF de la FAO indiquent que les catastrophes survenues soudainement, surtout les inondations, ont augmenté: elles représentaient 14 pour cent de toutes les catastrophes naturelles dans les années 80, pour passer à 20 pour cent dans les années 90 et à 27 pour cent

depuis 2000. Partout dans le monde, la fréquence des inondations a augmenté: d'environ 50 inondations par an vers la moitié des années 80, on arrive à plus de 200 inondations de nos jours<sup>5</sup>. Par contre, il y a eu un recul des crises alimentaires causées par des catastrophes naturelles survenues lentement. Les catastrophes qui apparaissent soudainement laissant nettement moins de temps à la planification et à l'intervention que celles qui surviennent plus lentement, leur augmentation a d'importantes implications pour les mesures d'atténuation et la mobilisation des moyens nécessaires pour se préparer aux urgences et intervenir afin de sauver des vies et de protéger les moyens d'existence.

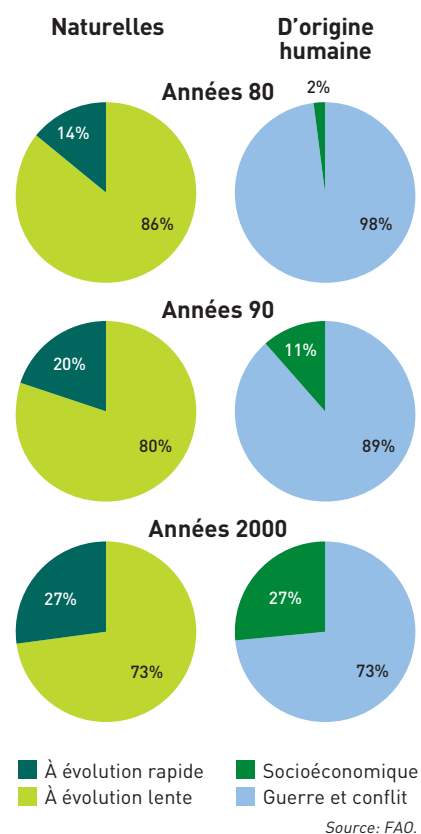
18

## Causes des crises alimentaires, 1981-2007



19

## Variation de la nature des catastrophes naturelles et d'origine humaine





# La sous-alimentation dans le monde

**Facteurs socioéconomiques.** Les crises de nature humaine peuvent être divisées en deux catégories: les crises découlant de guerres ou de conflits et celles provoquées par des chocs socioéconomiques. Ces derniers peuvent provenir de facteurs internes – politiques économiques ou sociales inappropriées, différends liés à la propriété foncière ou détérioration de la santé publique – ou de facteurs externes. Parmi, les causes externes possibles, à noter l'effondrement des prix des produits exportés par un pays, provoquant une baisse des recettes d'exportation ou une forte augmentation des prix des denrées alimentaires importées (comme cela a été le cas ces deux dernières années). La part relative des crises alimentaires engendrées par des facteurs socioéconomiques a augmenté ces 30 dernières années pour passer de 2 pour cent dans les années 80 à 11 pour cent dans les années 90 et à 27 pour cent depuis 2000. Même si la proportion relative de pays subissant des crises alimentaires provoquées par des guerres et des conflits a diminué, le nombre absolu de crises de ce type a augmenté au cours de la même période, entraînant de nombreuses pertes de vies humaines, des destructions de biens et des déplacements de populations.

## Nouvelles dimensions de la vulnérabilité

Les prix élevés des denrées alimentaires ont touché tous les pays, d'une façon ou d'une autre, mais ils ont eu des conséquences plus graves dans les pays qui connaissent un déficit structurel de la production vivrière, où les revenus sont faibles et où la plupart des ménages dépensent une part importante de leur budget pour se procurer des aliments. Bon nombre de ces pays ont déjà des taux élevés de sous-alimentation et la plupart d'entre eux font partie de la catégorie des «pays à faible revenu et à déficit vivrier» (PFRDV)<sup>6</sup>, établie par la FAO

dans les années 70, à la suite d'une précédente crise alimentaire mondiale. En 2008, 82 PFRDV devraient dépenser environ 169 milliards de dollars EU pour leurs importations alimentaires, contre 121 milliards en 2007, soit une augmentation de 40 pour cent. Leurs importations de céréales de base ont connu une augmentation encore plus forte, puisqu'elle atteint 50 pour cent. Vers la fin de 2008, la facture des importations alimentaires des PFRDV pourrait être quatre fois plus élevée qu'en 2000, représentant une charge énorme pour ces pays.

Les PFRDV en tant que groupe dépensent beaucoup plus pour des denrées alimentaires de base importées, mais il existe d'importantes différences parmi les pays et au sein des populations. Ces différences dépendent de nombreux facteurs: degré de dépendance à l'égard des importations, modes de consommation alimentaire, degré d'urbanisation, incidence des cours internationaux sur les prix à la consommation et à la production des produits de base (degré de répercussion des prix), variation des taux

de change réels et efficacité des mesures adoptées par les gouvernements pour faire face à la crise. Par exemple, parmi les pays qui importent la plupart des produits pétroliers et céréaliers dont ils ont besoin et qui connaissent également des taux élevés de sous-alimentation, on trouve l'Érythrée, Haïti, le Libéria, le Niger, la Sierra Leone et le Tadjikistan<sup>7</sup>. La plupart d'entre eux se situent en Afrique subsaharienne et beaucoup figurent déjà sur la liste des pays en crise, établie par le SMIAR.

## Implications pour les investissements

Les pays donateurs et les agences de développement, conscients de la nécessité de définir les priorités en matière d'aide d'urgence et de décisions d'investissement dans le contexte de la crise alimentaire mondiale actuelle, souhaitent obtenir des listes de pays jugés à risque.

Récemment, la FAO a analysé les principaux facteurs qui déterminent le degré

## Échanges informels aux frontières

Le cas du Pakistan illustre la dynamique complexe des prix des marchandises aux niveaux national et régional. Le pays est un producteur et un consommateur assez important de blé au niveau régional et dispose généralement d'excédents. La production de blé en 2008 a baissé d'un peu plus de 6 pour cent par rapport au niveau record de l'année précédente et les importations de blé devraient s'élever à 2,5 ou 3 millions de tonnes. Malgré une intervention vigoureuse du gouvernement sur le marché national du blé, les prix ont fortement augmenté depuis la mi-2007. En effet, en juin 2008, les prix avaient presque doublé, dans les provinces en déficit, par rapport à l'année précédente. Dans ce cas, un

facteur déterminant doit être pris en compte: le prix du blé au Pakistan reste beaucoup plus faible que dans ses pays voisins et surtout en Afghanistan, où les conditions climatiques sont défavorables et où l'insécurité règne. Les fortes différences de prix entre les deux pays ont entraîné des échanges informels aux frontières et l'importation par le Pakistan de blé provenant des marchés internationaux. Dans le même temps, les ressources disponibles pour subventionner l'utilisation d'engrais étant limitées, les prix des engrais à base de phosphate diammonique ont augmenté de 60 pour cent au niveau des producteurs, entraînant une forte chute de leur utilisation et une baisse des rendements des cultures.



### Pays pour lesquels une hausse des prix alimentaires peut aggraver l'insécurité alimentaire

En crise alimentaire	À risque élevé
République centrafricaine	Cameroun
République démocratique du Congo	Comores
Côte d'Ivoire	Djibouti
Érythrée	Gambie
Éthiopie	Madagascar
Guinée	Mongolie
Guinée-Bissau	Mozambique
Haïti	Nicaragua
Kenya	Niger
Lesotho	Territoire palestinien occupé
Libéria	Rwanda
Sierra Leone	Sénégal
Somalie	Îles Salomon
Swaziland	Togo
Tadjikistan	République-Unie de Tanzanie
Timor-Leste	Yémen
Zimbabwe	Zambie

Source: FAO.

de vulnérabilité des pays à l'égard des prix élevés des denrées alimentaires; pour ce faire, elle a examiné dans quelle mesure ils sont importateurs nets d'énergie et de céréales (après pondération de la proportion de céréales dans l'apport énergétique alimentaire) et quels sont les niveaux relatifs de la pauvreté et de la sous-alimentation dans ces pays. Outre les pays déjà en crise, qui ont besoin d'une aide extérieure (dont certains figurent dans la partie gauche du tableau), de nombreux autres pays ont été sérieusement touchés par la hausse des prix des marchandises, surtout ceux de l'énergie et des denrées alimentaires de base. Il s'agit notamment des pays repris dans la partie droite du tableau<sup>8</sup>.

Il est important de noter que certains pays qui ne figurent pas aujourd'hui sur la liste pourraient bien connaître une crise alimentaire dans un avenir proche, notamment à cause d'une catastrophe naturelle soudaine, de troubles civils, d'une crise financière ou d'une combinaison de facteurs. Le Bangladesh est l'un de ces pays: il figure toujours sur la

liste du SMIAR de la FAO en tant que pays connaissant une «insécurité alimentaire grave localisée» à la suite d'inondations et du passage du cyclone Sydr à la fin de 2007, mais on peut noter des signes évidents d'amélioration de la sécurité alimentaire. Le Bangladesh figure également sur la liste des pays sérieusement touchés par les prix élevés des denrées alimentaires qui doivent faire l'objet d'une surveillance étroite et constante de la situation. Dans d'autres cas, la hausse des prix des denrées alimentaires dans certains pays est fortement influencée par la situation dans les pays limitrophes, comme c'est le cas pour les prix du blé au Pakistan.

#### Répercussions sur les alertes rapides

Étant donné que la situation alimentaire mondiale est très dynamique, le SMIAR a dû revoir le concept de «pays en crise nécessitant une aide extérieure». Outre les crises provoquées par des événements naturels et par des chocs économiques

occasionnels, les lourdes retombées de la hausse des prix alimentaires vont faire basculer certains pays qui sont déjà en crise dans une situation encore plus précaire ou vont aggraver la situation d'autres pays, qui pourraient devenir, eux aussi, des pays en crise.

Le SMIAR surveille la production vivrière, tient à jour les bilans de l'offre et de la demande au niveau national et produit des agrégats au niveau mondial. Par ailleurs, il surveille et analyse les marchés mondiaux et les échanges des produits de base (y compris les prix des denrées alimentaires), rédige des rapports réguliers à ce sujet et dresse également les perspectives générales de l'alimentation. Pour améliorer ces fonctions tout en fournissant des avis ainsi qu'une assistance technique aux pays pour les aider à faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires, le SMIAR a renforcé ses capacités de collecte et d'analyse des données dans trois grands domaines:

- la surveillance des prix des marchandises/denrées alimentaires aux niveaux international et national, y compris à l'échelon infranational;
- la surveillance des mesures adoptées par les pays pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires;
- l'analyse des répercussions de la hausse des prix des aliments sur les ménages, en milieu urbain et rural, en prenant en considération les variables mentionnées ci-dessus.

Le SMIAR tient le monde au courant de l'évolution de la situation, en prenant constamment le pouls d'une situation alimentaire mondiale en constante mutation et en surveillant les nombreux facteurs de risque qui exposent les pays à une détérioration subite de leur sécurité alimentaire.